

AZILLANET

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL

Arrêté portant permission de voirie

Le Maire de la commune d'Azillanet

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Considérant la demande en date du 20-10-2023 émise par la société DEBELEC Aude, située 2682 Bd François Xavier 11000 CARCASSONNE, représentée par M LAVINA Alexandre, en vue de réaliser un raccordement pour ENEDIS sur la Rue du Pont Simon (au droit des parcelles AP378-425-426) qui nécessite une emprise sur la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux

ARRETE

Article 1 : Le 03 Novembre 2023 l'entreprise DEBELEC AUDE 2682 Bd François Xavier, 11000 CARCASSONNE – représentée par M LAVINA Alexandre, est autorisée à faire les travaux énoncés dans sa demande, sur la Rue du Pont Simon (au droit des parcelles AP378-425-426).

Article 2 : Le stationnement et la circulation des véhicules seront interdits et déclarés gênants sur la Rue du Pont Simon.

Article 3 : La signalisation sera mise en place en amont et en aval du chantier avant tout démarrage et entretenue par l'entreprise DEBELEC AUDE.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Article 5 : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour

les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 7 : Le Responsable du service technique de la commune d'Azillanet, M. le Maire d'Azillanet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Azillanet,
Le 23-10-2023
M le Maire
Alexandre DYE

